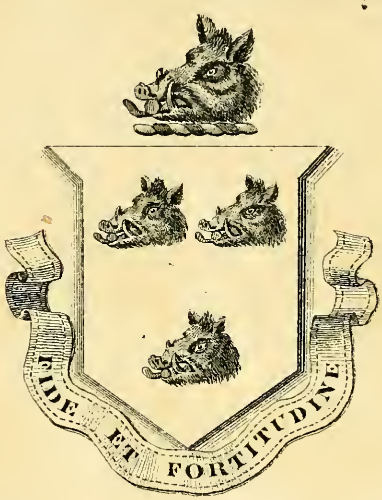

FIDE ET FORTITUDINE

PAMPHLETS.

French Revolution

1793

ACCESSION NO. ....

ADDED .... 187 .....

CATALOGUED BY ....

REVISED BY ....

MEMORANDA.

Liberté de la presse et des opinions, ou la mort.

BRISSOT, PÉTION, BUZOT, LOUVET, GENSONNÉ, BARBAROUX, GORSAS, GUADET, VERGNIAUD, LASOURCE, etc. etc. etc. etc. etc. ect. etc. etc. etc. etc.

Enfin toute la bande du Marais,

Qui voulez que la convention nationale aille tenir ses séances à Versailles,

RENDEZ NOUS

NOS DIX-HUIT FRANCS,

ET FOUTEZ-NOUS LE CAMP BIEN VITE,

IL EST TEMPS,

Les départemens ne veulent plus de vous,

OU

GARE LE TRIBUNAL CRIMINEL RÉVOLUTIONNAIRE,

ET L'AIMABLE GUILLOTINE,

Vive la Montagne.
Au foutre le Marais.

RENDEZ-NOUS nos dix-huit francs, et foutez-nous bien vîte le camp, perturbateurs de notre liberté, royalistes forcenés,

Mai, 1793.

Marat vous a démasqués ; vos manœuvres souterraines sont découvertes, cessez de paralyser les travaux de vos collègues de la montagne ; tous vos raisonnemens, toutes vos motions sont inutiles, et vous couvrent de honte et d'infamie ; vous ne viendrez jamais à bout d'anéantir les Jacobins qui sont la vraie montagne de la convention nationale, tels que Roberspierre, Danton, Collot-d'Herbois, Marat, Panis, Lindet, Camille, Audouin David, Laignelet, Meaule, Dupuis, Granet, Javogues, Thuriot, Bazire, Chabot, etc., ils ont pour eux la raison, la vérité, le bon droit et l'amitié de la plus saine partie de la nation ; ils combattent pour cimenter l'empire républicain sur des colonnes inébranlables ; ils veulent faire reconnoître les droits de l'homme, ils veulent être libres et indépendans, et vous vous voulez relever le despotisme, et redevenir esclaves : « Rendez-nous nos dix-huit « francs, et foutez-nous le camp bien vîte.

Vous êtes des parjures, des intrigans, des fripons, des cabaleurs, vous regrettez l'ancien régime, votre ambition est de nous enchaîner sous le joug de la servitude ; vous voulez dominer et commander sous les ordres d'un despote, et nous nous abhorrons les rois, et nous ne voulons plus de vous ; *Rendez-*

nous nos dix-huit francs, et foutez-nous le camp, etc.

Vous croyez valoir quelque chose, vous croyez mériter quelque considération, vous vous imaginez tout pouvoir, tout savoir, pendant que vous ne pouvez rien, que vous ne savez rien, que vous ne valez rien, que vous ne méritez rien, et que vous n'obtiendrez rien de l'estime publique : « Rendez-nous nos « dix-huit francs, et foutez-nous le camp « bien vite, etc. »

Quant le peuple vous a choisi pour ses mandataires, il espéroit que vous défendriez ses droits, mais au contraire vous avez tout fait pour lui nuire, vous avez fomenté les divisions, excité les ennemis de notre liberté à envahir nos propriétés, vous avez projetté, comploté, vous avez entretenu des correspondances criminelles avec les généraux perfides, et les ministres pervers, vous avez soutenu et soutenez encore les accapareurs en tous genres : « Rendez-nous nos dix-huit francs, « et foutez-nous le camp bien vite, etc.

Vous, par exemple, infâmes Brissot, Vergniaud, Buzot, Barbaroux, Louvet, Gensonné, Lasource, Guadet, Gorsas, Pétion, etc. etc. dont les noms font horreur à toute

la nation entière, vous qui au sein de la république, faites des vœux pour le rétablissement de la royauté, pour le rappel des bourbons, pour le renversement des loix, pour l'impunité des tirans, pour le supplice des républicains. A quoi tendez-vous? où visez-vous? où nous ne voulons pas: « Rendez-nous nos dix-huit « francs, et foutez-nous le camp bien vite, « etc.

Exigerez-vous de nous un parti violent et rigoureux? Faut-il que, désespérés de vos trahisons, de vos perfidies, de vos dilapidations, en un mot de toutes vos coquineries, nous allions vous arracher du sein de la convention nationale, pour vous livrer au tribunal révolutionnaire, pour obtenir la punition de vos crimes anti-patriotiques, punition que vous méritez depuis long-tems. Croyez-vous que notre patience ne nous échappera pas, en vous voyant tous les jours vous opposer aux décrets en faveur du peuple, que les patriotes de la montagne veulent faire passer. Croyez-moi donc: « Rendez-nous nos dix-« huit francs et foutez-nous le camp bien « vîte ».

Vous décriez, vous vous répandez en invectives, soit par vos paroles, soit par vos in-

fâmes écrits, (v. Brissot, Gorsas, etc.) les députés de la Montagne, qui sont la vraie image du peuple; vous n'avez pas rougi de vous concerter ensemble, de saisir le moment que votre exécrable parti étoit le plus nombreux par l'absence des commissaires patriotes, pour faire rendre un décret d'accusation contre Marat, le défenseur du peuple, et le livrer au tribunal révolutionnaire, en l'accusant d'avoir trop dit la vérité à votre égard; vous ne vous attendiez pas que le tribunal n'auroit vu dans votre dénonciation, qu'un projet de perdre un défenseur des droits du peuple. Allez vous êtes trop avilis et méprisés, tous vos complots son déjoués et le seront toujours, ainsi croyez-moi, je sais que c'est un peu dur à digérer : « rendez-nous nos dix-huit francs « et foutez-nous le camp bien vîte ».

Quoi! la nation s'épuisera tous les jours pour salarier et nourrir un tas de coquins qui la trahissent. Monstres que vous êtes, sang-sues du peuple, hommes traîtres et cruels, vos têtes ne s'occuperont-elles jamais que du malheur de la nation française. Réfléchissez, je veux vous en croire encore susceptibles; ingrats dénaturés, n'êtes-vous pas les enfans de la patrie! qu'elle est votre fureur, votre aveuglement envers elle! J'en devine aisément

la cause ; c'est parce que votre maitre n'existe plus ; eh bien ! non, nous ne voulons plus de roi, nous voulons être républicains, vaincre nos ennemis, aimer nos bons députés et vous chasser. Ainsi croyez-moi donc, il est temps, « rendez-nous nos dix-huit francs et foutez-nous le camp bien vite.

Soyez donc vrais une fois en votre vie, avouez que vous êtes coupables, que vous êtes criminels de lèze-nation au premier chef, que vous avez trop mérité les effets de l'indignation du peuple, et convenez qu'ils ne vous reste d'autre parti à prendre que celui de nous rendre nos dix-huit francs, et de foutre bien vite le camp.

Vos intelligences avec nos généraux perfides, vos correspondances avec les émigrés, ne prouvent que trop que vous êtes les ennemis du peuple, et que vous brûlez de vous désaltérer dans le sang de vos frères ; vous regrettez l'ancien régime! Qu'est-ce que vous étiez donc sous ce régime féodal, arbitraire; quel rôle y avez-vous donc joué ? quel étoit votre rang, votre crédit? Vous étiez confondus dans le nombre des esclaves. Vous voulez donc encore ramper dans la fange, dans le mépris des despotes et de leurs agens ; vous

voulez renoncer aux droits de l'homme. Allez vils intrigans, mandataires infideles, vous n'êtes plus nos frères, « rendez-nous nos dix-« huit francs et foutez-nous le camp, etc. »

Danton, Roberspierre, Collot-d'Herbois, Marat, etc. etc. et en un mot toute la montagne, vous déplaisent, parce qu'ils font leur devoir en sentant le prix de la liberté : vous aboyez sans cesse contre ceux qui ont anéanti le tyran, qui ont renversé cette idole destructive, qui ont bâti sur les ruines du trône l'obélisque de la liberté, qui ont sappé jusques dans ses fondemens l'édifice de la monarchie, pour construire celui de la république. Vous êtes indignes de siéger avec eux sur les banquettes de la république : « rendez-nous nos dix-huit « francs, et foutez-nous le camp, etc. »

Est-il juste d'ailleurs, je vous le demande, que vous puissiez jouir plus long-tems des honneurs réservés à nos mandataires fideles, quand vous osez plaider la cause des tyrans au sein de la république. Quelle indignation, quel mépris n'avez-vous pas fait naitre dans nos cœurs, quand nous avons reconu que ceux-là même (v. Péthion. etc.) qui devoient stipuler nos intérêts, ont été les premiors à nous trahir, à employer tous les ressorts de

la perfidie et de la scélératesse pour combler nos misères, perpétuer notre esclavage, et nous replonger dans des calamités éternelles : des coquins, des fourbes, des traîtres, des conspirateurs, doivent-ils être aux côtés des hommes intègres, délicats, véridiques et incorruptibles. Vous avez voulu chasser Marat, et le faire punir : eh bien! Marat est le maître de vous traduire devant le tribunal révolutionnaire, il a entre les mains votre condamnation : Vos mandataires ne veulent plus que vous les représentiez, n'attendez-donc pas qu'ils en envoient d'autres pour vous remplacer : *rendez nous nos dix-huit francs, et foutez-vous le camp bien vite, il est tems, les départemens ne veulent plus de vous.*

Signé LE BOIS.

Lebois à ses Concitoyens.

En vertu d'un décret de l'assemblée constituante, qui accorde la liberté de la presse et des opinions, j'ai cru qu'il m'étois permis de manifester les miennes, qui sont celles de tous vrais républicains, contre les mandataires infidèles de la nation. Je me suis étrangement trompé ; vendredi 4 de ce mois, le commissaire de police de la section des Gardes françaises vint de nuit pour me prendre dans mon lit ; j'étois absent ; il fut de suite à la Mairie, pour y conduire plusieurs femmes qui avoient colporte ledit ecrit ; je fus caché pendant trente-six heures ; et je me présentai avec confiance devant mes juges, les administrateurs de Police, qui, après avoir examiné ledit écrit, et n'y ayant rien trouvé de contraire aux sentimens dont tout républicain doit être pénétré, me renvoyèrent en liberté, ainsi que ceux qui étoient détenus pour la même cause.

Signé LEBOIS.

De l'imprimerie de Dufour, rue Saint-André, n°. 3.